

COMMUNIQUE DE PRESSE

Suppression d'emplois à la DDFIP de Seine et Marne :
dégradation inexorable du service public pour les usagers.

Solidaires Finances Publiques est la première organisation syndicale à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). Aux élections professionnelles du 4 décembre 2014, avec un taux de participation de 86%, il a progressé et confirmé ainsi sa première place. Au niveau de la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) de Seine et Marne, Solidaires Finances Publiques 77, représentant 38% des agents, a également confirmé sa place de première organisation syndicale avec une progression de 2,5%.

Par cette légitimité acquise par une forte participation, **Solidaires Finances Publiques attend du gouvernement et du DGFIP qu'ils répondent favorablement aux nombreuses revendications des agents.** Dans ce cadre, il dénonce les nouvelles suppressions de postes et en particulier en Seine et Marne.

En effet, depuis 2002, la DGFIP a connu 32 000 suppressions d'emplois soit près de 25 % de moyens en moins, quand la charge de travail, elle, augmente de 25 %. L'accueil du public dans les Centres des Finances Publiques, en hausse constante, en est la meilleure illustration. Pour 2015, ce sont encore 1934 suppressions nettes d'emplois à la DGFIP.

En Seine et Marne, la DDFIP 77 a perdu près de 500 emplois depuis 2002. 37 emplois supprimés supplémentaires sont encore envisagés dans la Direction.

Pourtant,

- La dernière enquête INSEE a révélé le fort développement démographique de la Seine et Marne. Il est également constaté un réel dynamisme économique autour notamment de Marne la Vallée/Val d'Europe. **Pour Solidaires Finances Publiques 77, il y a de réels besoins qui nécessitent au contraire la création de postes et un nouveau Centre des Finances Publiques dans cette région.**
- **La Direction admet implicitement les difficultés engendrées par les suppressions massives d'emplois.** Elle envisage de modifier les horaires d'ouverture au public dans les Centres des Finances Publiques et les Trésoreries Locales en fermant certains après-midi de la semaine. La DDFIP77 offre donc moins de service public pour pallier aux suppressions d'emplois malgré une demande des usagers toujours plus importante !
- Enfin, Solidaires Finances Publiques estime intolérable d'admettre une fraude fiscale reconnue autour de 80 milliard d'Euros alors qu'il est demandé à tous les citoyens de faire des efforts « en se serrant la ceinture ». **Il faut bien savoir que ce qui est fraudé par les uns est payé par les autres.** La lutte contre la fraude nécessite des moyens législatifs mais également des moyens humains.

Solidaires Finances Publiques refuse ces suppressions d'emplois qui conduisent inévitablement à réduire le service à l'utilisateur et à négliger la lutte contre la fraude. La dégradation du service public semble inexorable et est insupportable.

Elle n'est pas non plus sans conséquence sur la dégradation inexorable des conditions de vie au travail des agents amplifiant les risques psychosociaux déjà avérés.

Melun, le 8 janvier 2015,

Contact : Patrice BREMENT (06 58 63 21 24)